

D 877 GUATEMALA: COUP D'ÉTAT DU GENERAL MEJÍA

Le 8 août 1983 le Haut commandement de l'armée dépose le général Rios Montt et le remplace par le général Mejía Víctores à la tête de la junte militaire gouvernant le pays. Installé au pouvoir par le coup d'Etat du 23 mars 1982, quinze jours après des élections, le général Rios Montt avait rendu public un programme politique en quatorze points (cf. DIAL D 823). Personnalité controversée, en raison principalement de ses sentiments religieux (cf. DIAL D 835 et 846), le général Rios Montt allait progressivement perdre tout crédit. En début juin 1983, alors que couraient les premières rumeurs de coup d'Etat, il se voyait reprocher plusieurs choses: un exercice de plus en plus personnel du pouvoir, le refus d'élections, l'introduction de la fiscalité par TVA, le mauvais accueil du pape en visite au Guatemala et son peu d'empressement à faire du pays une plate-forme sous influence nord-américaine du type Honduras. Le 5 juin, le premier avertissement est la lettre ouverte du général Echeverria, vice-ministre de la défense (le ministre de la défense est alors le général Mejía). Le 29 juin, le général Rios Montt proclame l'état d'urgence, dissout son conseil militaire des jeunes officiers et annonce des élections pour 1984. Trop tard. Les militaires sont en train de le lâcher. La lettre pastorale des évêques intitulée "Confirmés dans la foi" et publiée le 22 mai précédent, contribue à accélérer la crise dans l'opinion publique.

Aussi le 8 août, il est facile au général Mejía de prendre le pouvoir. La présence d'un attaché nord-américain dans le palais présidentiel, au moment du coup d'Etat, en dit long sur l'intérêt que portent les Etats-Unis au nouveau responsable politique du Guatemala.

Ci-dessous:

- 1) lettre ouverte du général Echeverria au général Rios Montt;
- 2) Proclamation initiale du général Mejía Víctores.

Note DIAL

1- Lettre ouverte du général Echeverria au général Rios Montt (5 juin 1983)

Dans la fidélité de notre amitié forgée au service des armes, pour son honneur et face aux événements que connaît notre patrie, j'estime qu'il est aujourd'hui opportun d'exposer ce qui suit, en espérant apporter ainsi ma contribution au Guatemala, à l'armée et à l'ami.

De par les circonstances je suis l'officier général d'active ayant le plus d'ancienneté, et ma vie a été entièrement consacrée au service militaire de métier. Je ne crains aucunement d'adresser la parole à mes camarades d'armes car je sais que mes états de service intègres et mon éthique professionnelle sont, pour eux, le critère de l'honnêteté des concepts que je vais avancer. Je ne crains pas non plus l'opinion publique car elle sait recon-

naître l'exactitude des propos inspirant ceux qui, comme moi, sont les serviteurs fidèles de la nation, en dehors d'intérêts particuliers et à l'abri de toute critique.

Une année après l'action militaire du 23 mars 1982 qui a déposé le gouvernement antérieur, les passions s'étant apaisées pour laisser place à un jugement objectif, il est aujourd'hui admis que ce mouvement a été un coup qu'il fallait porter à une structure institutionnelle de plus en plus tournée en dérision par les fonctionnaires chargés de veiller sur elle; ceux-ci n'avaient pas compris que, par leur malhonnêteté et leurs abus de pouvoir, ils avaient lassé la patience du peuple.

Aussi la chute du régime a-t-elle été bien accueillie et la population s'est apprêtée à bénéficier d'une ère nouvelle. Avec la protection de l'armée, cela signifierait la sécurité et la liberté d'initiative au bénéfice du développement politique, social, économique et culturel du pays, ainsi qu'un retour rapide à la constitutionnalité. Mais avec le temps, il est apparu que les espoirs soulevés avaient été prématurés. Le nouveau gouvernement, en effet, au lieu de favoriser la consultation populaire, se présentait progressivement comme le pouvoir unique de décision dans la nation.

Les régimes de fait, pour aussi regrettable et douloureux qu'il faille l'admettre, ne sont pas étrangers à nos dispositions politiques; et ils sont parfois justifiables et acceptables, à condition qu'ils soient de courte durée, car l'histoire montre que leur popularité commence à décroître le jour même où ils s'installent. Cette vérité élémentaire semble avoir été oubliée par un régime qui ne recherche pas de solution électorale rapide. Au contraire il paraît bien avoir dévié de son propos original en se lançant progressivement dans l'aventure consistant à se légitimer comme gouvernement.

L'ouverture politique aurait été bien accueillie de tous, si vous ne vous étiez pas appliqué à la rendre dépendante d'un ensemble d'exigences indéfiniment multipliées. Vous avez oublié que le problème n'est pas celui des lois, des règlements ou des cartes d'électeur, mais tout simplement celui des individus. Peu importe le nombre de normes édictées pour faire des élections propres si les gouvernements en place abusent de leur pouvoir pour les tourner. Les fraudes électorales moyennant les fausses cartes d'électeur, le vol des urnes ou la modification des résultats sont bien connues dans notre histoire. Actuellement, les fraudes électorales se font par pression sur les électeurs, à travers les menaces et les actes de violence qui vont de la simple et immorale accusation fautive, à l'enlèvement répréhensible et même au détestable crime politique.

Comme militaire, je suis soucieux de l'engagement pris le 23 mars 1982 par l'armée comme animatrice d'un changement institutionnel dans le pays. Ce changement aurait dû se produire dans un bref délai, de façon à éviter de compromettre l'institution armée dans le soutien à des actes de gouvernement auxquels elle n'a aucune participation. Même si vous affirmez le contraire, l'armée est, aux yeux du peuple guatémaltèque et de l'opinion internationale, le seul et unique responsable de ce que fait ou ne fait pas le régime actuel.

Tant que nous n'aurons pas un gouvernement constitutionnel, nous devons accepter la gestion d'une équipe administrative manquant d'homogénéité, en raison de sa propre origine et de l'absence d'un plan précis de gouvernement. Nous devons aussi, dans le même ordre d'idées, accepter les regretta-

bles incidences d'un isolement international qui est la conséquence de l'absence de gouvernement élu susceptible d'assurer au pays sa représentativité à l'étranger. Ce dernier point a un effet immédiat qui devrait préoccuper sérieusement votre régime: tant que le gouvernement guatémaltèque manquera de légitimité, la perte totale de nos droits sur le Belize se consommera car l'Angleterre et le Belize lui-même auront un prétexte valable, offert gratuitement, pour ne pas négocier avec celui qui ne bénéficie pas de la représentation légale des Guatémaltèques.

Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire contemporaine du Guatemala, le sectarisme religieux est mis en pratique par les plus hauts échelons du gouvernement, au point que ses agents, voulant ignorer ce qu'ont été les démonstrations massives d'affection et de foi de la part du peuple envers le pape Jean-Paul II, se sont montrés devant lui froids, irrespectueux et distants. Ce faisant, ils ont inutilement offensé la population catholique, laquelle fera tôt ou tard connaître son refus d'une telle attitude.

La complexité d'un Etat moderne exige de l'armée qu'elle connaisse à fond et en détail tous les problèmes du pays, y compris ceux de nature politique. Sur la base de cette connaissance, l'armée doit alors agir et exercer son influence en fonction de la conquête des objectifs destinés à concrétiser les attentes ou les aspirations de la majorité des citoyens. Cela veut dire qu'il n'appartient pas à l'armée de s'immiscer dans les dédales des partis et, encore moins, de se laisser aller par zèle patriotique à occuper les principaux postes de l'administration publique.

Parce qu'elles ont failli à leur mission et à leurs fonctions, en moins de trois ans, deux armées centro-américaines ont connu des crises inextricables. L'armée nicaraguayenne a été totalement anéantie, et l'armée salvadorienne est aux prises avec un combat aux résultats incertains et qui compromet sérieusement sa survie même. Toutes deux, des institutions de prestige et de puissance dans le passé, ont commis la même erreur: s'allier à des intérêts politiques sectaires pour partager le pouvoir public.

Avec tout le respect qui est dû à celui qui a la responsabilité de veiller au bien-être de l'ensemble de la famille militaire, je me permets de faire les suggestions ou recommandations suivantes:

- 1) Prendre les mesures appropriées pour retirer l'armée dans son ensemble, et les officiers à titre individuel, de toute participation à des activités gouvernementales qui, par définition, sont politiques et donc étrangères aux fonctions, tâches et missions définies très clairement par les lois et règlements militaires.

- 2) convoquer immédiatement des élections pour une assemblée nationale constituante. Pour celui qui tient en main la force que donne le pouvoir et le pouvoir qu'attribue la force, rien n'est impossible. Si cette recommandation est acceptée, au plus tard le 23 mars 1984, le Guatemala aura un gouvernement légal, ce qui est aujourd'hui l'attente de tous les citoyens de la nation.

- 3) Suspendre le projet de réforme fiscale car celle-ci affecterait l'ensemble des secteurs sociaux du pays. Elle doit donc être étudiée, analysée, discutée, révisée, approuvée et établie par un corps législatif démocratiquement élu et légalement installé.

Enfin, je tiens à dire clairement qu'il n'y a aucune intention occulte derrière mes propos. Ceux qui en chercheront perdront leur temps. Ce n'est qu'un cri d'alarme et d'avertissement lancé à l'armée à laquelle j'ai consacré ma vie avec patriotisme et en toute honnêteté, ainsi qu'à vous, général Rios Montt, auquel me lie notre vieille amitié.

Avec tous mes respects.

Général de brigade José Guillermo Echeverria Vielman  
n° de série 3.141.01538.12

2- Proclamation du général Mejía (8 août 1983)

Concitoyens,

Au nom et en représentation de l'armée guatémaltèque, conscient d'interpréter le sens institutionnel, dans une foi inébranlable envers la patrie et sa destinée, démunie de toute ambition personnelle de quelque nature qu'elle soit, en tant que soldat de métier forgé au service de mon pays, j'ai accepté avec humilité, sérénité et détermination la responsabilité qui m'est aujourd'hui confiée de diriger les destinées de la nation.

Je suis conscient de la complexité de la tâche à mener. Mais avec la foi en Dieu, sûr de la collaboration et du dévouement de mes camarades d'armes, avec le concours des différents secteurs sociaux, économiques et politiques, nous reprendrons le chemin de la paix, de la concorde nationale et de la démocratie. Ni vainqueurs ni vaincus, tous unis dans l'effort commun et dans la solidarité pour le sacrifice, le don de soi et le service, c'est avec un sens élevé du devoir que nous unissons nos volontés et répondons "présent".

La remise en ordre politique entreprise par l'armée le 23 mars 1982 sera poursuivie, de façon à garantir au peuple de Guatemala et à montrer à la communauté internationale notre ferme décision de renforcer les bases d'une vie collective pacifique ainsi que de favoriser le retour à un processus institutionnel conduisant à l'exercice plénier d'une démocratie sociale, économique et politique, dans le cadre de notre culture chrétienne et occidentale. Nous entrons dans le concert des nations démocratiques et pluralistes, et nous croyons en la libre détermination des peuples.

Le combat décidé contre la subversion et le contact direct avec les anglophones et les frustrations des secteurs indiens et paysans qui habitent la zone de conflit nous ont fait noter la grande distance qui sépare la rhétorique politique de la réalité des masses guatémaltèques. C'est pourquoi nous réaffirmons aujourd'hui que l'armée nationale et l'Etat guatémaltèque ne peuvent ni de doivent se faire les défenseurs, les gardiens ou les protecteurs d'intérêts d'individus ou de groupes, qu'ils soient religieux, sociaux, économiques ou politiques.

Dans la recherche d'une démocratie plénière, nos sacrifices et le sang versé par tant de Guatémaltèques revêtent une signification essentielle. Les officiers et les soldats qui ont donné leur vie pour la patrie sont un exemple pour la nation, en manifestant par là que l'armée entend être responsable du retour à l'institutionnalité. Pour cela l'armée mettra clairement en oeuvre les points suivants:

1) Elle est fermement décidée à combattre la subversion marxiste-léniniste ainsi que les groupes para-militaires pouvant exister, de façon à protéger le peuple de Guatemala. Mais au-delà de cette protection, ce que nous recherchons c'est de comprendre, de partager les attentes du peuple et de lutter avec lui; non seulement pour la défense de sa vie, mais aussi pour lui offrir davantage de bien-être, de respect de sa dignité, et pour lui donner la possibilité de satisfaire ses besoins vitaux et ses attentes légitimes.

2) L'organisation populaire sera renforcée par le biais de l'autodéfense civile, rendu apte à remplir une mission plus conforme à ses objectifs et à ses possibilités. On éliminera toute possibilité de manipulation religieuse ou politique allant à l'encontre des sentiments spirituels ou moraux de la majorité de la population, ainsi qu'à l'encontre du contenu de nos coutumes et de notre culture. C'est pourquoi la collaboration active des communautés sera recherchée grâce à la conjonction étroite des objectifs propres à affermir le sentiment national, à renforcer les bases culturelles des groupes ethniques et à favoriser leur participation légitime au progrès de la nation; ils continueront d'être représentés au sein des instances du pouvoir politique, dans le cadre d'une démocratisation accrue.

3) Les organismes de contrôle et de supervision de l'Etat recevront tout notre appui et la garantie d'un exercice autonome. La justice peut être assurée que nous n'interférerons d'aucune manière dans ses travaux; elle devra continuer d'exercer sa fonction dans le strict respect de la loi. Nous redisons au Tribunal électoral suprême tout notre respect et notre soutien inconditionnel. Nous lançons un appel à ses magistrats pour qu'ils favorisent réellement et rapidement la tenue d'élections. Nous avons aussi donné des instructions pour que soient supprimés les tribunaux spéciaux. Il appartiendra à la Cour suprême de justice de proposer les changements indispensables pour une garantie du droit de défense propre à tout citoyen. Nous invitons instamment les conseillers d'Etat à faire des propositions positives et réalistes, et à ne pas se laisser manipuler par les ambitions d'une minorité. Leur fonction d'assistance sera prise en compte dans la mesure où ils contribueront à la solution des différents problèmes qui affectent le pays. Nous affirmons notre respect absolu de l'autonomie de l'Université San Carlos de Guatemala ainsi que des universités privées. Le travail universitaire sans sectarisme est la contribution la plus importante au bien-être culturel de la nation. Les universités doivent non seulement contribuer à la recherche scientifique et technique, mais aussi proposer des solutions profitables au Guatemala.

4) Le peuple guatémaltèque possède une richesse spirituelle et religieuse exceptionnelle. Nous respectons sa foi, ses traditions, et nous nous engageons solennellement à éviter des ingérences étrangères qui blesseraient ses sentiments. La démonstration de masse, sans précédent dans l'histoire du Guatemala, à l'occasion de la visite de Sa Sainteté Jean-Paul II, est la preuve évidente de la religiosité de notre peuple.

5) La démocratie, pour nous, n'est pas un mode de maintien des privilèges au profit des minorités traditionnelles qui ont, par le biais du pouvoir économique, exercé une profonde influence sur l'action politique. La démocratie est, au contraire, l'occasion pour l'ensemble du peuple de pouvoir élire librement et sans contrainte d'aucune sorte ses gouvernants. Nous nous engageons solennellement à établir un calendrier des élections, sans subterfuges ni manoeuvres intéressées. Nous affirmons notre détermination à respecter effectivement les droits de l'homme. Les autorités n'épargneront aucun effort pour les garantir; elles sanctionneront tous ceux qui, directe-

ment ou indirectement, chercheraient à les restreindre. La liberté d'expression de la pensée sera respectée. Nous reconnaissons le travail d'information et d'orientation des moyens de communication. Nous faisons appel au sens élevé des responsabilités du quatrième pouvoir.

6) Logiques envers le nouvel esprit d'identification aux intérêts majoritaires du peuple, nous réaffirmons que nous apporterons notre soutien à tout processus de changement graduel et démocratique dans le sens d'une plus juste distribution de la richesse. Nous porterons prioritairement attention aux intérêts des producteurs de la terre et à leurs organisations associatives, coopératives ou communautaires soucieuses du développement intégral du Guatemala. Nous étudierons la possibilité d'introduire certaines modifications aux lois de réforme fiscale récemment promulguées, dans le but de veiller aux intérêts de la grande majorité de la population.

7) Respectueux des engagements contractés au plan international, nous redisons ici notre volonté de respecter strictement les accords, les engagements et les arrangements internationaux. Nous exprimons notre profonde préoccupation devant la crise qui affecte la région centro-américaine. Nous essaierons, dans la mesure de nos moyens, de trouver les formules d'accord propres à éviter l'aggravation de la crise ou même un éventuel affrontement militaire dans la zone. Nous suivons avec intérêt les efforts déployés par le Groupe de Coñtadora et nous avons pris note de l'effort des Etats-Unis pour ouvrir un dialogue constructif entre les parties en conflit. Nous déclarons qu'en dernière instance ce sont les Centro-américains eux-mêmes qui devront adopter les mesures permettant l'établissement de la paix et de la sécurité dans la région.

Compatriotes,

l'armée guatémaltèque a confiance en tous et en chacun d'entre vous, de sorte que nous puissions servir la patrie comme elle seule le mérite.

Je vous remercie.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441